

8/10 mars, le vote des adhérents (p. 3)

COMMUNISTES

**Reprenons la main sur
notre souveraineté
alimentaire (p. 4)**



Vidéo

**Fabien Roussel
invité de la
matinale de
BFMTV**

Médiocrité

Ça se murmurait ces derniers mois, cela s'écrit aujourd'hui noir sur blanc : une partie significative de la grande bourgeoisie a décidé de voter Le Pen. Sur une pleine page du *Figaro* de lundi dernier, Alain Minc, qui connaît bien Neuilly-Auteuil-Passy, se dit « estomacqué » par l'attitude de « ces classes supérieures » sur le point d'adhérer par intérêt aux thèses du RN. Et Jérôme Sainte-Marie, qui s'afficha longtemps sondeur professionnel mais se comporte en gourou néofasciste, estime que le moment est venu pour que « des fractions de l'élite annoncent leur disponibilité » à se coucher devant l'équipe Le Pen-Bardella. C'est vrai que cela ressemble un peu au scénario de « L'étrange défaite » où Marc Bloch (en 1940) montrait comment la médiocrité de cette bourgeoisie française avait fait le lit de l'extrême droite. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

**FEMMES
FIÈRES
FORTES**

*Gagnons l'égalité des Salaires
en France
et en Europe*

*8 mars
journée
internationale
des droits des femmes*



28 février, à partir de 18 h : La section de Carpentras et environs présentera l'exposition en 12 panneaux du PCF conçue dans le cadre de la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian, et ce dans les locaux de la mairie de Carpentras, salle des colonnes, du 26 février au 10 mars. Le vernissage aura lieu le mercredi 28 février à 18 h en présence de M. Andrieu, maire, des élus de la commune et des communistes de la section. Mairie, Carpentras (84)

1^{er} mars, à partir de 19 h : Soirée d'hommage, rencontre-débat suite à la panthéonisation du couple Manouchian, avec Pierre Ouzoulias, Pierre Krasucki & Gérard Streiff. La soirée se terminera par un verre de l'amitié. Vente de livres sur place. Salle des fêtes, Malakoff (92)

Jusqu'au 2 mars : La section d'Hendaye organise une exposition sur Manouchian du 21 février au 2 mars. Médiathèque d'Hendaye (64)

6 mars, à partir de 18 h : Soirée d'hommage aux Manouchian et aux FTP MOI en présence de Guillaume Roubaud-Quashie, historien, dirigeant national du PCF. Bar du CNH, 31 boulevard Clemenceau, Le Havre (76)

9 mars, à partir de 15 h : Formation de la section des Mureaux sur le thème « Histoire du Parti communiste français et de ses combats ». Inscription par mail : pcf.lmx@gmail.com Local de section « L'Avancée », Les Mureaux (78)

9 mars, à partir de 15 h : Journée internationale de lutte pour l'égalité et les droits des femmes. Tables-rondes, témoignages, expo, concert... Avec Marie-Claire Arasa, conseillère départementale. Salle Pablo Neruda, Morsang-sur-Orge (91)

12 mars, à partir de 19 h 30 : Soirée spéciale en hommage à Missak Manouchian, avec projection du film « L'armée du crime » de Robert Guédiguian, à 19h30, au cinéma Le France, suivie d'un débat auquel participeront Michel Khatchaturian (association mémorielle des membres du groupe FTP-MOI de l'Affiche rouge) et Bernard Neplaz qui retracera le rôle des FTP-MOI au sein de la Résistance haute-savojarde. Une exposition devrait être disponible, lieu et durée à préciser. Thonon-les-Bains (74)

16 mars, à partir de 16 h : Atelier sur la Sécurité emploi-formation. Tous les adhérents et les amis du PCF sont invités à participer à cet atelier, afin de bâtir et de faire vivre ensemble une proposition du PCF, au cœur des enjeux posés par le mouvement social concernant le travail. Fédération des Hautes-Pyrénées, Tarbes (65)

17 mars, à partir de 12 h : Banquet des jours heureux organisé par la section de Dompierre, en présence de Yannick Monnet, député de la circonscription. Contact : 06 89 75 67 45. Salle derrière la Mairie, Beaulon (03)

30 mars, à partir de 17 h : Présentation du plan climat « Empreinte 2050 », en présence d'Amar Bellal, responsable national en charge de la commission Écologie. Salle La Forge, Harfleur (76)

8-9-10 MARS : le vote des adhérents

À l'approche des élections européennes, le Parti communiste français affiche une stratégie audacieuse, en présentant un rassemblement emblématique conduit par Léon Deffontaines. Cette liste, plébiscitée par une large majorité du Conseil national du PCF, incarne une volonté de renouveau et d'union à gauche. Sa diversité, associant des figures du communisme à des personnalités d'autres milieux politiques et sociaux, témoigne d'une démarche ouverte et réunissant diverses visions politiques et sociales.

Le rassemblement s'articule autour de figures marquantes comme Emmanuel Maurel de la Gauche républicaine et socialiste, Samia Jaber de l'Engagement, Isabelle Amaglio-Térisse des Radicaux de gauche, et Muriel Ressigier, précédemment à La France insoumise, apportant ainsi un large éventail d'expériences et de perspectives.

Elle se distingue aussi par l'inclusion de candidats venant directement du monde du travail et de milieux sociaux engagés, à l'instar de Sigrid Gérardin, Fabien Gâche, Marylène Faure, et Manon Ovion. Leur participation souligne l'engagement du PCF en faveur des droits des travailleurs et son désir de faire entendre au Parlement européen les voix de ceux qui luttent quotidiennement pour la justice sociale et économique.

Des personnalités du PCF comme André Chassaigne et Cécile Cukierman, ainsi que la présence symbolique de Fabien Roussel viennent renforcer cette équipe, signalant une identité forte tout en s'ouvrant à des collaborations inédites.

Les 8, 9 et 10 mars seront marqués par un moment crucial : le vote des adhérent-es sur cette proposition, un acte qui va au-delà d'une simple formalité ; il représente une implication significative dans la vie du Parti. Cette consultation souligne un processus démocratique interne essentiel, valorisant le rôle des militant-es ; c'est l'opportunité pour les adhérent-es de peser sur les orientations du PCF, jouant ainsi un rôle clé dans la définition des stratégies et des priorités pour l'Europe à venir.

L'enjeu de ce scrutin est considérable à plusieurs égards. Ouvert à tous les adhérent-es à jour de cotisation, ce vote exprime directement et met en évidence la vitalité démocratique du Parti et



notre engagement pour construire une Europe plus juste, démocratique et solidaire. Cette étape lance également le début d'une campagne ambitieuse et dynamique, profondément ancrée dans les réalités sociales. Du porte-à-porte à notre présence sur les marchés, d'une initiative solidaire à un débat, l'engagement de chacun et chacune d'entre nous est essentiel avec un objectif commun : convaincre d'aller voter pour faire la différence dans les urnes le 9 juin prochain.

Associée à la démarche de large ouverture avec une volonté partagée de lutte collective autour d'enjeux essentiels comme les salaires, la réindustrialisation, la contestation des traités de libre-échange, et la promotion des services publics, une forte participation confirmera l'ambition du PCF de jouer un rôle prépondérant dans le paysage politique européen. ✪

Véronique Mahé
membre du CEN

PCF
commission
Santé/Protection sociale
commissionnationale@santepcf@gmail.com
janvier-février 2024

GLOBULE ROUGE

LA SECURITE C'EST VITAL !

2024... l'hôpital public craque, les services d'urgences sont dans une situation alarmante avec les drames qui en résultent, des lits et des maternités continuent de fermer, la psychiatrie s'enfonce de plus en plus dans la paupérisation, les soignant-es s'épuisent et abandonnent leur métier qui n'a plus de sens, les déserts médicaux et avec eux, l'égalité d'accès aux soins, gagnent tous les territoires de notre pays ! Mais, pas de panique, à 15 jours d'intervalle, le président de la République et son Premier ministre, fraîchement nommé, affirment vouloir... réarmer notre système de santé.

Dans les annonces de Gabriel Attal, lors de sa déclaration de politique générale le 31 janvier dernier, rien sur le budget de l'Hôpital, sur le grand âge, sur le handicap, sur la prévention ou sur un plan d'ampleur pour la formation ! Quelques mesures dérisoires ou déjà mises en place, mais par contre, un discours moralisateur et culpabilisant, qui pointe les soi-disant abus des patient-es qui seraient complètement irresponsables dans leurs « consommations de soins » ! Il faut donc, pour

leur rappeler leur devoir de malades, les responsabiliser et notamment en augmentant les dépenses individuelles de santé (doublement des franchises médicales, taxe « lapin »). E.Macron, lors de sa conférence de presse du 16 janvier, a d'ailleurs affirmé que « la responsabilisation des assurés sociaux n'est pas un crime horrible ».

Ce discours n'est pas nouveau et ce n'est pas anodin si le chef de l'État parle d'assurés sociaux, c'est même le cœur du processus de transfert des dépenses de santé de l'Assurance maladie aux patient-es. Il s'agit bien là, non pas de diminuer les dépenses de santé mais uniquement de diminuer les dépenses remboursées, la part prise en charge par la solidarité pour augmenter la part livrée au marché financier. La perspective de substituer la solidarité nationale et l'universalisme créés par notre système de Sécurité sociale à l'individualisme et aux assurances privées est, depuis le début de sa création, un objectif permanent du patronat et des puissances capitalistes. L'année prochaine notre Sécu aura 80 ans et son espérance de vie en bonne santé est menacée, voire son espérance de vie tout court !

Alors plus que jamais, battons-nous pour une Sécurité sociale qui défend le principe d'une réponse aux besoins sociaux : « On cotise selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins », qui défend le 100% Sécu.

Maryse Montangon
animatrice commission nationale
Santé/Protection sociale du PCF

prochaine réunion nationale commission Santé et protection sociale
samedi 13 avril 2024

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Reprenons la main sur notre souveraineté alimentaire

Ces élections européennes doivent être l'occasion de placer la souveraineté alimentaire au cœur des priorités des communistes. Derrière cette définition se cache un concept progressiste et internationaliste, défini par la Via Campesina - fédération internationale d'organisations agricoles progressistes - comme « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ».



Cette définition pose le cadre de la politique agricole et alimentaire défendue par le Parti communiste français. Derrière « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée » se dessine la question du droit à l'alimentation, soit l'accès universel à une nourriture suffisante, saine, équilibrée et choisie. Une telle ambition passe de fait par un relèvement des salaires, pensions et traitements, mais aussi par le blocage des prix des produits de première nécessité et la pérennisation des budgets européens finançant l'aide alimentaire, à l'image du Fonds européen d'aide aux plus démunis. Au niveau de l'offre, la production de nourriture selon « des méthodes économiquement saines et durables » correspond d'emblée à la transformation agroécologique voulue par les communistes. Cette dernière repose sur les synergies entre espèces animales et végétales ainsi que le bouclage des cycles de l'eau et des principaux nutriments. En ce sens, la Politique agricole commune doit être réformée en profondeur pour instaurer des filets de sécurité publics, couplés à des dispositifs d'assurance et de formation publics pour que la transformation agroécologique se fasse avec les agriculteurs et non contre eux. L'agroécologie passerait notamment par la polyculture-élevage, soit la réintroduc-

tion de l'élevage dans les régions céréalières et la production sur l'exploitation agricole de l'alimentation nécessaire aux cheptels. Il s'agirait notamment de remettre l'élevage au cœur de la reproduction de la fertilité de la terre. Cet objectif permettrait de sortir de la dépendance d'engrais minéraux émetteurs de protoxyde d'azote à l'épandage et de se passer de ressources fossiles aux mains de quelques États à l'image de la potasse et du phosphore. Enfin, la question du droit des populations à « définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles » rend insupportable toute mise en concurrence des agriculteurs, qu'il s'agisse de la renationalisation progressive de la PAC ou de la signature de traités de libre-échange. Œuvrons plutôt à de nouvelles coopérations européennes et internationales d'ordre scientifique et industriel. Voici donc en quelques mots la manière dont les communistes conçoivent la souveraineté alimentaire, pierre angulaire de la politique agricole et alimentaire progressiste défendue par le PCF, à contre-courant du libre-échange et du repli sur soi. ✪

Julien Brugerolles
et **Jonathan Dubrulle**
animateurs de la commission
Agriculture Pêche Forêt du PCF



N° 9 | mars 2024

AGIR SE VEUT UNE PUBLICATION UTILE À LA RÉFLEXION ET À L'ACTION. REINDUSTRIALISER-ÇA ENSEMBLE. ENVOYEZ VOS CONTRIBUTIONS, AVIS, CRITIQUES, SUR entreprises@pcf.fr

ÉDITO

Une nouvelle année de luttes s'ouvre à nous. Elles seront diverses, tant contre les inégalités, qui ne cessent de s'aggraver, que contre le recul des droits au travail, pour le pouvoir d'achat, la vie digne...

Mais elles seront toutes aussi à articuler avec le défi que nous allons tous devoir relever : le changement climatique. Karl Marx disait à raison que le capitalisme épuise l'homme et la nature. L'humanité doit aujourd'hui faire face au péril de son habitat, notre planète.

Vincent GOVELET
Entreprises et lieux de travail
commission nationale du PCF

CONQUÉRIR DE NOUVEAUX POUVOIRS POUR LES SALARIÉS

Il n'est pourtant pas impossible de concilier progrès humain, social, sociétal et environnemental si on sort des logiques de profit, si on fait évoluer nos moyens de production, avec de nouveaux pouvoirs reconnus aux travailleurs comme aux citoyens, à travers de nouveaux modes de planification et pilotage des productions sur les territoires, dans le but de satisfaire les besoins communs de notre société et pas uniquement les appétits insatiables de quelques gros capitalistes.

C'est l'objet du travail que le Parti communiste français a réalisé au travers de son plan **Climat REINDUSTRIALISER, RELOCALISER, REORGANISER**. Reindustrialiser le pays, c'est en finir avec les délocalisations, agir pour la relocalisation des productions et pour un nouveau développement industriel en France. En créant de nouvelles filières, on développera l'emploi et les compétences, avec l'objectif de la conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés, afin de produire mieux, au plus juste, donc raisonnablement, dans des conditions de travail respectueuses des femmes et des hommes, usagers ou producteurs.

EN FINIR AVEC LA LOGISTIQUE FOLLE
Cette relocalisation est essentielle pour éviter des logistiques folles et pour nos emplois, et n'est pas le seul levier dont nous devons nous saisir, loin de là : le développement de nouvelles coopérations entre entreprises et de nouveaux liens avec la puissance publique, pour répondre aux énormes défis sociaux et environnementaux, comme ceux notamment mis en avant par les travailleurs lors des projets de rachat Alstom-Siemens ou Thales-Hitachi dans le secteur des transports, en sont un exemple.

TRAVAILLER AUTREMENT
Il y a tout à y gagner. Saisir l'opportunité de travailler autrement, dans le cadre d'un projet de société progressiste centré sur l'humain et la planète, telle est la boussole que les communistes se sont donnée.

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

“Donner les moyens au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Léon Deffontaines dans les Alpes-Maritimes

Le 22 février dernier, la tête de liste du PCF aux européennes, Léon Deffontaines, est venu dans le département sur invitation de la fédération du PCF 06. Il était accompagné de Sigrid Gérardin, numéro 2 de la liste. Ils ont pu rencontrer Manon Delorme, candidate de notre département. La campagne est lancée !

Rendez-vous avec la presse

À peine atterri à Nice, Léon Deffontaines a rencontré la presse. Il s'est rendu à *Nice-Matin* afin de répondre aux questions du quotidien local. Il a pu développer ses grands thèmes et montrer son engagement pour faire changer l'Europe actuelle, grâce aux idées du PCF. Il a notamment refusé de tomber dans le piège de la guerre, et il a affirmé avec conviction qu'il « voulait une Europe capable de parler de paix ». Il a pu présenter les 3 mots de son programme « pouvoir d'achat, paix et environnement » afin de répondre aux attentes des citoyens français, mais aussi aux peuples européens.

Il s'est ainsi attardé sur l'importance de l'énergie, en rappelant la portée du mix énergétique, mais aussi d'une grande entreprise publique de l'énergie qui échapperait aux ordres de Bruxelles et des capitalistes. Il n'a érudé aucune question. Sur l'immigration, il a insisté sur le triptyque « accueil, intégration, coopération », ambition qui reposerait sur les services publics. Interrogé sur la question agricole, le candidat a insisté sur l'indispensable réforme de la politique agricole commune (PAC), et sur la nécessité de voir tous les pays respecter l'ensemble des normes imposées. Léon Deffontaines, présenté comme un « bébé Roussel » a montré une vraie personnalité et un dynamisme positif.

Lors de son point d'étape pour la rencontre républicaine au siège de la fédération, il a également été interviewé par France 3 et Nice Premium. Ces échanges ont contribué à développer nos idées, et ont démontré la qualité de la candidature de Léon Deffontaines, mais aussi l'intérêt que porte cette liste d'ouverture.

La défense du train et de la ligne de vie

Le candidat avait choisi de se rendre à Breil-sur-Roya en train, avec une délégation d'élus et des syndicalistes de la CGT cheminots. Accueilli par des militants et des usagers, il a pu s'apercevoir de l'importance de cette ligne, qui plus qu'un train est une véritable ligne de vie, surtout après la catastrophe qu'a engendrée la tempête Alex. Le maire de Touët-de-l'Escarène, Noël Albin, a rappelé les dangers qui pèsent sur cette ligne, pourtant vitale depuis plus de 40 ans, en rappelant que la mobilisation de tous est essentielle.

Cette venue a été saluée par les personnes présentes. Cela a montré le rôle que l'Europe joue dans la diminution du fret, ainsi que la disparition de ces lignes essentielles. Olivier Gaumet a montré que la déshumani-



sation des gares est un danger pour les habitants des vallées, et a dénoncé les privatisations en cours. Il a appelé à défendre l'entreprise publique face à la politique de Bruxelles. Ce message ne pouvait que trouver un écho chez notre candidat.

Léon Deffontaines veut être le relais des syndicalistes au Parlement européen, pour défendre le service public ferroviaire, car les décisions de l'Europe ne sont pas si loin, bien au contraire. Sans contre-pouvoir, Bruxelles continuera de détruire ce qui est indispensable à la vie des citoyens des vallées. Sur ces questions, le candidat a pu expliquer que le Parti communiste défendra les habitants de Breil face aux logiques de l'hyper métropolisation.

La réunion publique à Contes

Le maire communiste de Contes, Francis Tujague, l'ensemble des élus, la section des Paillons ont accueilli Léon Deffontaines, Sigrid Gérardin et Manon Delorme pour une réunion publique. Malgré la pluie, ce sont plus de 250 personnes qui sont venues écouter la fête de liste dans un échange ouvert et riche.

Aucune question n'a été éludée et le candidat a eu la volonté de répondre à toutes celles qui lui ont été posées. Il a déroulé les grandes idées de son programme, le pouvoir d'achat, la paix et l'environnement. Il a été au plus près des interrogations et des craintes des populations, en

expliquant que tout devait se faire avec les peuples et non contre eux. Il a insisté sur l'importance de la proximité, en affirmant que les députés élus devraient ouvrir une permanence dans leur territoire d'élection afin de ne pas perdre le contact avec les électeurs. Les deux candidates, elles, ont pris la parole sur la défense des femmes et des services publics, rappelant que le chemin pour l'égalité était encore long !

Au cours de cette soirée, Léon Deffontaines a démontré toutes ses qualités, un discours clair et courageux, une parfaite maîtrise des dossiers européens, un engagement sans faille pour faire rentrer des députés communistes à Strasbourg le 9 juin. Les deux candidates n'ont pas été en reste. L'auditoire a beaucoup apprécié les échanges, et le candidat a fini la soirée en se mêlant aux militants pour un moment de convivialité partagé.

Cette belle soirée politique, appréciée de toutes et de tous, lance la campagne des européennes dans notre département. Les militants sont dès à présent engagés à envoyer de nouveau des élus communistes siéger à Strasbourg pour défendre l'intérêt des peuples face aux politiques libérales du monde capitaliste.

L'humain d'abord, mais pour cela « reprenons la main » ! ✪

Julien Picot

Solidarité avec le peuple cubain !

Le PCF du Val-de-Marne s'engage pour Cuba

La fédération du Val-de-Marne a organisé une conférence-débat pour Cuba le 13 février à Vitry avec André Chassaing, président du groupe communiste GDR et de la commission Amitié pour Cuba à l'Assemblée nationale, et Cathy Dos Santos, rédactrice en chef du journal *Humanité Magazine*. Cette soirée, qui a réuni plus de 150 personnes, fut un beau succès.

La CGT, Cuba coopération, Cuba SI, France-Amérique latine, Livres en lutte étaient présentes. Cuba coopération et la CGT ont pris la parole pour témoigner de leurs actions de solidarité concrètes.

L'existence du peuple cubain est menacée, même s'il résiste courageusement à l'impérialisme étatsunien depuis 65 ans. Il n'a plus les moyens économiques de survivre et de se nourrir.

Autour de son livre *Cuba, une étoile dans la nuit*, André Chassaing a montré la réalité cubaine.

Cuba souffre du blocus illégal, injuste et criminel imposé par les États-Unis. Les devises et les investissements ne rentrent plus. C'est une déclaration de guerre du capitalisme. Son objectif est clair : éliminer toute idée de communisme dans le monde. Tous les secteurs de la société cubaine sont touchés : économique, commercial, sanitaire, agro-alimentaire. Au travers de son livre, André Chassaing cherche à faire prendre conscience des ravages du blocus. Il insiste sur la nécessité de développer des partenariats économiques avec les entreprises françaises. Après avoir réuni les représentants du MEDEF, il va rencontrer le minis-

tre de l'Économie pour que la France, via l'Agence française de développement, apporte son soutien à Cuba. Il plaide pour un appel à la solidarité politique et économique et à la non-ingérence d'une puissance étrangère sur une autre.

C'est dans ce contexte qu'une délégation du PCF, conduite par Fabien Roussel, s'est rendue à Cuba avec la volonté de réaffirmer sa volonté de solidarité. Lors de son 39^e Congrès, fidèle à ses traditions internationalistes, le Parti communiste a lancé une large campagne politique et de solidarité avec les associations, les élus, les syndicats.

Cathy Dos Santos démontre les acquis de la révolution cubaine, notamment son internationalisme médical et éducatif : jamais un aussi petit pays n'aura joué un rôle aussi important sur la scène internationale. Le blocus est renforcé par l'inscription injustifiée par les USA de Cuba sur la liste des États finançant le terrorisme, ce qui impacte directement sur la vie quotidienne des Cubains. C'est inacceptable !

Chacun s'accorde pour dire qu'il faut mesurer le degré de souffrance du peuple cubain. Le coût du blocus pour Cuba s'élève à 1 391 milliards de dollars. La survie de la Révolution cubaine est en jeu. Quelles réponses immédiates pouvons-nous apporter ?

Il y a urgence de mener une campagne politique contre le blocus et de sortir Cuba des pays soutenant le terrorisme. Il est nécessaire d'élargir la campagne du Parti à l'échelle internationale, d'exiger que le Président de la République et l'Union européenne agissent contre les États-Unis. La réalité cubaine est bien différente de la propagande libérale qui la discrédite en permanence. Non, Cuba n'est pas une dictature !

En conclusion de la soirée, Ozer Ozturun, secrétaire départemental, explique que la mobilisation des communistes va permettre de déployer une convergence d'initiatives :

- ✳ Assurer une collecte financière pour sécuriser les envois des containers, tout en sollicitant les différents partenaires économiques et institutionnels pour des dons (matériel médical, médicaments, denrées alimentaires et produits d'hygiène).
 - ✳ Présenter des vœux formulés par les élu-es communistes appelant à la solidarité concrète des communes du Val-de-Marne, en lien avec les associations de solidarité.
 - ✳ Engager un maximum d'initiatives de coopération décentralisée, en gagnant des appuis institutionnels.
- Enfin, plusieurs villes du département accueilleront des sportifs cubains, notamment les équipes de natation, de judo, de boxe et de taekwondo pour les jeux olympiques. L'objectif est que, d'ici juin, la fédération passe un cap sur la démultiplication des initiatives de solidarité et de coopération.

Soutenir Cuba, c'est une question de justice, c'est faire vivre la Révolution cubaine !

Cuba, c'est une société socialiste, humaniste, internationaliste, engée pour la paix. Cuba, c'est la dignité humaine. Elle pose la question d'une mondialisation, autre que le capitalisme, respectueuse des peuples et de la planète.

La soirée s'est terminée avec le groupe Agua Cuba qui a interprété les standards de la musique cubaine.

Hasta la victoria siempre ! ✳

Cristine Hernandez

responsable collectif Relations internationales PCF VDM



Gérard Streiff
MISSAK ET MÉLINÉE
MANOUCHIAN
Un couple en Résistance



préface de **Didier Daeninckx**
 postface de **Jean-Pierre Sakoun**
Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien *L'Humanité* (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines *Révolution* et *Regards*. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'*Un soldat allemand dans la Résistance française* (Oskar éditeur, 2011) et *Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance* (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de *Missak* (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse *Missak, l'enfant de l'affiche rouge* (Rue du monde, 2009) et *Avec les Manouchian* (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : LP Conseils / Patricia Ide Beretti
 patricia@lp-conseils.com

Tél. : 07 79 82 30 75

“Ce que Manouchian nous dit sur la nation”

Extrait du discours prononcé lors de l'hommage à Manouchian le 21 février au siège du PCF.

Missak Manouchian et ses camarades du groupe FTP-MOI n'étaient pas nés en France, mais ils ont permis au pays de rester debout. Aujourd'hui, ces résistants communistes, étrangers, entrent au Panthéon, et avec eux quelques leçons.

Avec Manouchian, nous nous souvenons que la nation est avant tout un projet politique, un contrat. Ce n'est pas qu'une question de frontière ni de nationalité, comme le prétendent les cadres du Rassemblement national, défenseurs d'une vision racialisée et ethnique de la nation. Pour eux, nous faisons partie de la nation si, et seulement si, nous, nos parents et leurs parents avant eux, sommes nés du bon côté de la frontière. Une vision extrêmement pauvre d'une France déclinante. Une petite France. En divisant, les nationalistes se coupent de toute une partie de la nation, pour la détruire quelque part.

Au contraire, la France, la nation de Manouchian, c'est celle qui rassemble les êtres humains d'accord avec trois principes : liberté, égalité, fraternité. Ces valeurs ne se décrètent pas ou ne sont pas à prendre comme acquises, il faut les faire vivre. C'est à ça que servent les services publics, l'école républicaine en tête. La nation, ce sont les services publics. Les libéraux qui s'y attaquent détruisent, eux aussi, une partie de la France.

Une nation où tout le monde trouve sa place, c'est aussi une nation sans exploitation. C'est probablement ce qu'il y a de plus frais dans l'héritage de Manouchian et du CNR, c'est ce qu'il reste à construire. C'est l'avenir de la nation française. Débarrasser la France et particulièrement le travail de l'ex-



ploitation, c'est faire la devise du pays 2.0. Comment parler de liberté dans le travail capitaliste ? Puisque finalement, on est juste libre - lorsqu'on en a la chance - de choisir quel patron va nous exploiter. Quelle égalité dans le travail capitaliste ? Puisque la majorité travaille, et une minorité vit du travail des autres. Quelle fraternité dans le travail capitaliste ? Puisque la concurrence entre les travailleurs est sciemment organisée.

Défendons les services publics, débarrassons le travail du capitalisme, c'est le meilleur hommage que nous puissions rendre à Manouchian. Aujourd'hui, Missak Manouchian entre au Panthéon, demain nous continuerons la France. ✪

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Guerre en Ukraine : les déclarations d'Emmanuel Macron sont irresponsables et dangereuses !

Le président de la République a déclaré hier soir, suite à la conférence sur l'Ukraine tenue à Paris, que des « missiles de longue portée », c'est-à-dire susceptibles de frapper les villes russes, allaient être livrés à l'Ukraine et que l'envoi de troupes au sol « ne pouvait pas être exclu ». De plus, l'idée d'une européanisation, dans le cadre de l'Otan, de la force nucléaire française est à nouveau évoquée. L'ensemble de ces déclarations est d'une extrême dangerosité. Même si nous n'oublions pas qu'il y a deux ans, le régime nationaliste et autoritaire de Vladimir Poutine a fait le choix criminel de déclencher une guerre à grande échelle contre l'Ukraine, nous appelons à ne pas participer à l'escalade de la guerre qui n'apportera ni la paix, ni la sécurité, ni la liberté au peuple ukrainien.

Le peuple russe, quant à lui, paiera d'un nombre toujours plus élevé de victimes le bellicisme de son dirigeant actuel. Le continent européen peut, à son tour, devenir demain un champ de bataille où seront fauchées les forces vives de notre jeunesse.

Il n'y a pas de solution militaire au conflit engagé aux frontières de l'Europe, sauf à consentir à l'engrenage d'une guerre qui sera généralisée, européenne, et possiblement nucléaire.

Par sa prise de position du 26 février dernier, le Président de la République tourne le dos au rôle et à la place singulière qu'occupe la France en Europe et dans le monde, du fait de son histoire, de sa place au Conseil de sécurité, de l'indépendance stratégique qu'elle revendique. Il n'a reçu aucun mandat du peuple français et de ses représentants élus pour enrôler le pays dans la logique qu'ont initié, ces derniers jours, le chef d'état-major britannique ou le chancelier allemand en appelant à préparer une confrontation générale à brève échéance avec la Russie. Ni pour brader l'indépendance de nos capacités de défense.

C'est notre peuple, son monde du travail, sa jeunesse qui vont payer au prix fort les choix aventuristes d'Emmanuel Macron et des va-t-en-guerre. L'économie de guerre à laquelle ce dernier nous prépare serait synonyme d'aggravation de la précarité et de la misère pour des millions de Françaises et de Français.

Comment oser proposer la généralisation de l'austérité pour satisfaire une stratégie guerrière incertaine, alors qu'elle interdira au pays de répondre aux besoins sociaux qui se multiplient actuellement, comme



vient encore de le démontrer le mouvement des agriculteurs ? Croit-on vraiment que c'est ainsi que l'on favorisera les investissements urgents qu'exigent la réindustrialisation de nos territoires et la transition écologique ?

Je demande en urgence l'organisation d'un débat devant le Parlement sur les choix politiques et militaires de la France dans le moment dangereux que nous traversons. On ne peut admettre que, face à la nation, le chef de l'État revendique son « ambiguïté stratégique ». Nos concitoyens ont le droit de savoir où leurs dirigeants entendent les mener. C'est pourquoi un débat transparent et pluraliste est une nécessité démocratique.

Il est indispensable d'aider l'Ukraine à se défendre contre l'agression qu'elle subit. Ce n'est toutefois pas le débat engagé par les chefs d'État et de gouvernement réunis hier à l'Élysée. Sans même consulter les peuples, une partie d'entre eux veulent les mobiliser dans une coalition pour la guerre, quand d'autres s'y refusent. Car c'est d'une démarche politique dont nous avons besoin pour mettre fin au conflit. La France peut en prendre l'initiative. Avec les pays de l'Union européenne qui le souhaitent, elle doit proposer la formation d'une coalition internationale pour la paix, en toute indépendance de l'Otan et des États-Unis.



La paix n'est pas une capitulation, elle sera au contraire la défaite des fauteurs de guerre. Elle doit se bâtir sur des principes forts : l'indépendance de l'Ukraine et le retrait des troupes russes ; la neutralité du pays sous garanties de la communauté internationale et de l'ONU ; l'ouverture sur ces bases d'un processus négocié restaurant la paix entre les peuples ukrainien et russe, entre tous les peuples d'Europe.

C'est d'un traité de sécurité collective, respectant la souveraineté de chaque pays, et instaurant une réelle autonomie stratégique en dehors de la domination de l'Otan, dont l'Europe a le plus urgent besoin.

Au lieu d'une guerre sans fin, choisissons la voie de l'intérêt des peuples et de leur coopération. Les hommes et les femmes « qui poussent la volonté de paix sont les serviteurs du progrès social », disait Jean Jaurès. Alors que nous allons cette année commémorer le 110^e anniversaire de son assassinat et du déclenchement du premier conflit mondial, la gauche ne sera la gauche que si elle assume son héritage.

Fabien Roussel

secrétaire national du PCF et député du Nord

Léon Deffontaines

tête de liste aux élections européennes

Le 27 février 2024

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,

Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA